



Mapping de l'engagement de la diaspora

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Faits et chiffres

Terminologie: La République démocratique du Congo désigne sa diaspora par le terme congolais de l'étranger, bien que le terme diaspora soit aussi parfois utilisé. Toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (actuellement la République démocratique du Congo) à l'indépendance, est un ressortissant congolais.

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger³



Transferts



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **2.82%**
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **2,001**

Avertissement

Étant donné que les définitions de la diaspora varient considérablement, nous avons choisi d'utiliser des données comparables sur l'émigration comme indicateur. Ces données n'incluent pas tous ceux qui se considèrent comme faisant partie de la diaspora et ne sont pas nécessairement alignées avec les définitions nationales de la diaspora. Les données sur l'émigration proviennent de l'[UNDESA](#) (2024) et les envois de fonds de la [Banque mondiale](#) (2024).

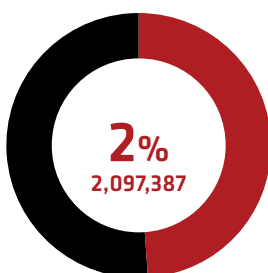
Émigration



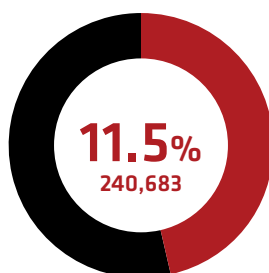
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 49.4%
♀ 50.6%



♂ 45.3%
♀ 54.7%

Principaux pays de destination



Ouganda	637,206
Rwanda	236,385
Burundi	224,091
Congo	168,387
Angola	120,178

1 Loi N° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la Nationalité Congolaise : <http://www.leganet.cd/Legislation/Code%20de%20la%20famille/LIVRE%20I%20DE%20LA%20NATIONALITE.htm> En 2019, le président congolais Félix Tshisekedi a appelé à une réflexion approfondie sur la question de la double nationalité et à la résolution de la question, voir : <https://taarifa.rw/president-tshisekedi-pokes-du-al-nationality-debate/>

2 Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles législatives https://www.droitcongolais.info/files/111.03.06-Loi-du-9-mars-2006_Organisation-des-elections.pdf. Cependant, les membres de la diaspora doivent être inscrits pour pouvoir voter dans le pays, ce qui, dans la pratique, rend le vote très difficile.

3 En 2023, la RDC a élu un nouveau président et les Congolais vivant à l'étranger ont pu participer pour la première fois à cette élection. La phase de test a été réalisée avec l'Afrique du Sud, la Belgique, le Canada, les États-Unis et la France). La participation de la diaspora était déjà prévue dans la loi électorale, mais elle n'avait pas été organisée pour des raisons logistiques lors des élections précédentes.

Aperçu du cadre politique et législatif



- 2002 ● Le document de stratégie pour le développement et la réduction de la pauvreté** ne fait pas explicitement référence à la diaspora ou aux Congolais de l'étranger (en partie en raison des sensibilités constitutionnelles et politiques), mais fait référence à la migration comme moyen de mobiliser des ressources et des compétences pour lutter contre la pauvreté. Ce document comprenait également un plan visant à établir un programme national sur la migration, bien qu'il ne soit pas certain que celui-ci ait jamais été élaboré.⁵

Pratiques

Explorez plus de 520 pratiques par pays, ODD ou secteur d'engagement dans la [base de données interactive](#) !



Solidarco : Assurance maladie de la diaspora en RDC

Solidarco a été lancé en 2010, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International (WBI), dans le but de permettre à la diaspora congolaise de financer les soins de santé pour les proches vivant à Kinshasa. En payant 30 euros par mois, soit 1 euro par jour, un membre de la diaspora congolaise en Belgique finance les soins de santé et la couverture hospitalisation de sept personnes. Alors que WBI a soutenu financièrement le lancement du projet au cours des deux premières années, Solidarco est désormais autofinancé par les contributions des contributeurs de la diaspora.

Migration pour le développement en Afrique (MIDA)⁶

Le programme MIDA a été mis en œuvre par l'OIM en collaboration avec le ministère de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale de la RDC avec un financement du gouvernement belge de 2001 à 2013. Le programme a soutenu le développement socio-économique du pays par le transfert de connaissances et de savoir-faire technique sur la base de conseils à court terme fournis par des ressortissants de la RDC expatriés hautement qualifiés, avec plus de 200 missions MIDA dans le pays entreprises d'ici 2013.⁷

Maison des Congolais de l'étranger et des migrations

La Maison des Congolais de l'Étranger et des Migrations (MCDEM) a été créée en 2009 pour fournir des services aux migrants congolais de retour et permettre une meilleure représentation de la diaspora. Elle sert de carrefour d'échanges et d'organisation d'activités culturelles, économiques et socioprofessionnelles qui rapprochent la diaspora les uns des autres et des institutions officielles du pays. Une nouvelle direction a été installée en 2016, et une Maison des Congolais de l'étranger a été ouverte à Paris la même année.

2022-2023 Projet MIEUX+

La Direction des Congolais de l'étranger sous le Ministère des Affaires Étrangères (MAE) a demandé l'appui de MIEUX+ pour renforcer les efforts du Gouvernement congolais pour protéger ses citoyens à l'étranger avec un cadre politique plus efficace. En collaboration avec des partenaires et des experts, MIEUX+ et des experts locaux et européens ont fourni les documents suivants :

4 Communication personnelle, AFFORD/ MIEUX 2019.

5 <https://www.imf.org/external/np/prsp/2002/cod/01/033102.pdf>

6 <https://www.iom.int/countries/democratic-republic-congo#md>; personal communication, ICMPD 2020.

7 Julie Heraud (2010), 'Migration and Development: An Insight into the Experiences and Perceptions of Skilled Migrants Involved in the MIDA Great Lakes Programme', Working Paper 59, Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex.

- Plan de protection consulaire
- Rapport sur l'exercice de collecte de données sur les principaux défis en matière de protection consulaire du point de vue de la diaspora et des agents consulaires
- Manuel de formation sur la protection consulaire pour les membres du personnel du MAE

Observations

Les sections « observations » et « obstacles » contiennent des informations complémentaires sur le contexte d'engagement de la diaspora qui ne s'inscrivent pas directement dans les autres sections. Elles reposent sur un mélange de revue de la littérature et de commentaires des auteurs. De nouvelles informations y sont intégrées lors des mises à jour annuelles. Les lecteurs sont invités à vérifier la pertinence des informations au moment de la lecture, dans la mesure où le contexte peut avoir évolué.

L'histoire de la guerre civile et du conflit a créé de grands besoins en termes de biens de base et de soins de santé en République démocratique du Congo (RDC), et sa diaspora a été très active dans le développement d'un secteur à but non lucratif en pleine croissance, principalement par le biais d'initiatives informelles répondant aux besoins locaux.

Après la guerre civile, la gestion du retour des Congolais et des autres migrants et réfugiés des pays voisins a sans doute été la priorité majeure pour le gouvernement, et non l'engagement de la diaspora congolaise basée de façon permanente à l'étranger.⁸

La création du vice-ministère des Congolais à l'étranger au sein du ministère des affaires étrangères en 2006 reflète l'importance croissante des transferts de fonds de la diaspora pour l'économie du pays à partir des années 2000, ainsi que l'intérêt politique accru pour la diaspora de la part du président Kabila de l'époque afin de soutenir la reconstruction nationale. Depuis cette époque, les progrès en matière d'engagement de la diaspora et d'élaboration de politiques et de programmes ciblant la diaspora ont été lents et inégaux.

Un des moteurs de cette inertie a été la question contestée de la participation de la diaspora à la vie civique et politique du pays, qui a alimenté la méfiance entre le gouvernement et sa diaspora. Cela continue à entraver l'élaboration de politiques et de programmes d'engagement de la diaspora, ainsi qu'une plus grande participation de la diaspora. Malgré les efforts déployés pour permettre la double citoyenneté, celle-ci n'a pas encore été obtenue dans la pratique, ce qui décourage la diaspora congolaise de participer davantage à la vie civique et économique du pays.

Toutefois, l'élection du nouveau gouvernement en 2019 pourrait ouvrir une ère d'engagement plus constructif avec la diaspora.⁹ Le gouvernement a déclaré qu'il prévoyait d'améliorer les canaux et les opportunités disponibles pour la diaspora pour communiquer avec le gouvernement, y compris l'organisation d'événements de la diaspora ainsi qu'un portail web dédié. D'autres services sont également en cours de développement, notamment un guide pour les Congolais à l'étranger et des informations sur les possibilités d'investissement.¹⁰

⁸ Voir Marie-Laurence Flahaux (2015), "Return Migration to Senegal and the Democratic Republic of Congo : Intention and Realization" dans *Population* 2015/1 (Vol. 70) ; et aussi Jean-Pierre K. Bongila, "The State of Leadership and Diaspora Engagement in the Democratic Republic of the Congo (DRC)" dans Jack Mangala (ed) (2017), *Africa and its Global Diaspora -The Policy and Politics of Emigration*, African Histories and Modernities Book Series

⁹ <https://saiia.org.za/research/the-road-ahead-for-the-drc/>

¹⁰ Boîte à outils d'auto-évaluation de la diaspora de l'UA : RD Congo (2019), disponible sur : <https://www.giz.de/de/downloads/2019%20Diaspora%20Engagement%20Self%20Assessment%20Report%20ENG.pdf>

En outre, le gouvernement cherche à renforcer les capacités techniques de la Direction des Congolais de l'étranger et du personnel de l'ambassade et il développe une petite base de données pour améliorer la collecte de données sur sa diaspora.¹¹

Bien que la République démocratique du Congo ait créé certaines structures et institutions pour permettre l'engagement de la diaspora, celles-ci n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. En outre, la mise en œuvre reste un défi car le pays a été touché par une série d'urgences humanitaires ces dernières années, ce qui a mis sous pression les ressources limitées du gouvernement. Certaines parties du pays ont été touchées par des épidémies de maladies infectieuses graves et perturbatrices, notamment le virus Ebola, et les professionnels de la santé et les scientifiques de la diaspora ont été étroitement associés aux réponses scientifiques et humanitaires à ces épidémies.¹²

Pour les élections de 2023, la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI) a organisé le vote des Congolais de l'étranger. Les électeurs enregistrés en Belgique, au Canada, en France, en Afrique du Sud et aux États-Unis ont pu voter pour la première fois à l'élection présidentielle.¹³

À 2025, la République démocratique du Congo ne dispose toujours pas d'une politique nationale globale d'engagement de la diaspora, bien que les efforts visant à renforcer la coordination avec les Congolais de l'étranger se poursuivent à travers des initiatives institutionnelles et des partenariats internationaux. Des évaluations menées en 2025 soulignent le rôle croissant des organisations de la diaspora congolaise dans les réponses humanitaires, notamment dans le soutien aux communautés touchées par le conflit dans l'est de la RDC, à travers des collectes de fonds, des actions de plaidoyer et une coordination avec les acteurs humanitaires.

Obstacles



- **Le manque de coordination et de mise en œuvre des politiques** est le défi le plus urgent en République démocratique du Congo dans le domaine de la migration et du développement et de l'engagement des diasporas. Au niveau formel, il y a une centralisation des structures de l'administration publique, mais dans la pratique, les ministères et autres institutions nationales ont souvent du mal à travailler efficacement en synergie. Il n'existe toujours pas de politique spécifique pour la diaspora dans le pays.
- **Absence de représentation politique de la diaspora** : La notion de citoyenneté reste très controversée car la République démocratique du Congo impose des limites à la double nationalité et au vote de la diaspora, ce qui peut être un défi pour la diaspora qui souhaite revenir et investir dans le pays. Cela peut être en partie attribué à l'héritage de la guerre civile dans le pays.
- **L'accent est mis sur la gestion des migrations** : La République démocratique du Congo a été touchée par un conflit et une instabilité régionaux et a dû gérer un nombre important de migrants et de réfugiés des pays voisins tout en cherchant à endiguer l'exode de ses propres citoyens et la fuite des cerveaux qui en a résulté. Le gouvernement s'est donc concentré sur la gestion des frontières plutôt que sur la migration et le développement.

11 Ibid.

12 Communication personnelle, Réseau de surveillance des maladies infectieuses en Afrique de l'Est (EAIDSNET), janvier 2020

13 <https://www.ifes.org/sites/default/files/2023-12/IFES%20DRC%20Election%20FAQs%202023%20General%20Elections.pdf>

- 
- **Environnement commercial difficile :** La RD Congo a été classée 184ème sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale.¹⁴ Les flux d'investissement vers le pays seraient limités par une réglementation pesante, une fiscalité excessive et la corruption. Ces problèmes sont souvent cités par la diaspora congolaise comme des obstacles à une participation accrue à la vie économique du pays.

¹⁴ Disponible à l'adresse suivante : https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf

Annexe:

Liste des acteurs

Explorez l'institutionnalisation de l'engagement des diasporas à travers le monde grâce à la [typologie de plus de 520 institutions](#)



Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO)

La République démocratique du Congo est membre de l'Union africaine et nomme un point focal de la diaspora pour représenter la RD Congo dans le cadre des réunions continentales de l'UA CIDO.

Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ; Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)

La République démocratique du Congo est également membre du COMESA, de la CEEAC et de la SADC.

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale

Depuis 2006, ce ministère comprend un vice-ministère des Congolais de l'étranger. Le vice-ministère a les mandats suivants : mobilisation des Congolais de l'étranger pour le développement du pays et leur intégration dans la vie nationale ; identification, recensement et suivi des Congolais de l'étranger ; protection et défense des droits, des intérêts et du séjour des Congolais de l'étranger. Le Vice-Ministère des Congolais de l'extérieur joue un rôle de plus en plus important dans la synergie d'action entre la diaspora et le pays d'origine.

- Au niveau sous-ministériel

Direction des Congolais de l'étranger (DCE)

Suite aux élections de 2006, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et le Ministère de la Fonction Publique ont annoncé, par l'Arrêté interministériel n° 130/CAB/MINAFFECI/014 du 13 juillet 2006, la création, l'organisation et le fonctionnement de la Direction des Congolais de l'Etranger (DCE). Il s'agit du département principal au sein du ministère de l'engagement de la diaspora.

Agence nationale pour la promotion des investissements

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) est le conseil gouvernemental pour les investissements en RD Congo. L'ANAPI travaille à l'amélioration du climat des affaires et à la promotion d'une image positive de la RD Congo afin d'attirer les investissements dans le pays ; de fournir aux investisseurs divers services pour faciliter leur établissement dans le pays et les rendre compétitifs.

Fédération des entreprises du Congo – FEC

La FEC guide les entreprises pas à pas vers leur succès et s'associe à elles à tout moment pour "construire ensemble" leurs projets. Le FEC valorise également les ressources locales, cultive l'esprit d'entreprise et renforce l'image de la République Démocratique du Congo et de ses entreprises.

Le site web du FEC est la principale plateforme d'information pour les membres de la diaspora qui s'intéressent aux opportunités d'investissement et qui recherchent des informations sur les procédures administratives et la fiscalité.

Organisations de la diaspora en Europe

Association de la Solidarité Internationale du Congo Kinshasa en France

☑ Activités de développement

L'association travaille à l'organisation de dialogues permanents et réguliers afin de lutter ensemble contre la violence et les actes de vandalisme, de partager les connaissances, les compétences et l'unité, et de sensibiliser le public aux questions de développement en République démocratique du Congo.

Convention des Congolais à l'Étranger 2014

La Convention des Congolais à l'Étranger est une organisation à but non lucratif établie à Charmey, en Suisse. Elle sert de plateforme pour unir les Congolais vivant à l'étranger et encourager leur participation active au développement de la RDC. Sa mission principale est de promouvoir et faciliter les investissements en RDC, d'offrir des programmes de renforcement des capacités et d'organiser des activités de plaidoyer et de représentation pour la diaspora congolaise.

Fédération de la Diaspora Congolaise

☑ Activités de développement

La fédération travaille à la construction d'une solidarité avec la diaspora congolaise et à l'amélioration de la qualité de vie du peuple congolais. Pour ce faire, elle développe un réseau congolais pour promouvoir l'esprit d'entreprise au sein des communautés et soutenir les activités économiques et associatives.

Le Forum des jeunes de la diaspora africaine en Europe (ADYFE)

☑ Activités de développement

Le Forum des jeunes de la diaspora africaine en Europe (ADYFE) est une plateforme composée de près de 110 organisations de jeunesse de la diaspora africaine présentes dans 31 pays du Conseil de l'Europe. Fondé en 2014, ADYFE vise à autonomiser les jeunes de la diaspora africaine à travers trois piliers d'action: l'entrepreneuriat, l'employabilité et l'engagement civique.

Pour en savoir plus sur les organisations de diaspora, consultez le « [Qu'est-ce qu'une organisation de la diaspora ? Un guide de référence](#) »



Les Amis du Congo Solidarité Belgique

☑ Activités de développement

Les Amis du Congo Solidarité ont pour mission d'assurer la solidarité et l'échange d'informations entre les communautés de Belgique, et de promouvoir l'intégration de la communauté congolaise et des personnes d'origine congolaise en Belgique. Elle soutient les jeunes qui abandonnent l'école, assiste les réfugiés politiques en attente de régularisation et fournit une aide humanitaire et une formation professionnelle aux enfants soldats et aux enfants des rues en RD Congo.

TSHELA Belgique

☑ Activités de développement

TSHELA vise à contribuer au développement du secteur hospitalier en RDC par la formation continue des professionnels de la santé et des événements informatifs sur les problèmes médicaux spécifiques aux femmes.

Recherche originale :
AFFORD (2020)
Révision et mise à jour :
EUDiF (2026)



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne

